

Sans-papiers : la coupe est pleine

A PRES LA DATE BUTOIR DE dépôt des dossiers le 1^{er} novembre dernier, après celle du 30 avril initialement annoncée comme fin de la procédure de régularisation, il semblait bien – promis juré! – que le 31 mai serait enfin la bonne. On allait enfin pouvoir tirer un bilan définitif de la « régularisation » au sens où l'entend la gauche plurielle.

Encore raté. À la mi-mai, au vu des quelque 50 000 régularisés, du même nombre de refusés, d'environ 13 000 dossiers en cours de régularisation et de la multitude de recours qui sont d'ors et déjà entamés par les sans-papiers condamnés à retourner dans la clandestinité, sur les 150 à 180 000 dossiers déposés initialement, Chevènement a déclaré que « la procédure de régularisation serait close avant la fin de l'été ».

Le bilan que l'on peut en tirer à l'heure actuelle est sensiblement le même que précédemment. En refusant d'effectuer une régularisation globale des sans-papiers, en restant dans le cadre des lois Pasqua-Debré qu'il n'a pas abrogé, le gouvernement s'est enfermé dans la même logique mortifère que ses prédécesseurs. Des milliers de célibataires, de jeunes sans attache ailleurs qu'en France, de débouté-s du droit d'asile, mais aussi de femmes seules, concubines, veuves, divorcées ou répudiées, se voient refuser un titre de séjour, parce qu'il en a été décidé ainsi dès le départ (1).

Des méthodes iniques

Tous les moyens sont bons pour arriver au quota de refus et d'expulsions décidé par Chevènement. En témoignent ce qui suit. À Lille, le 5 mai, Diop Abdoulaye, qui fait partie du comité des sans-papiers, a été arrêté dans un café par des policiers en civil. Ce sans-papiers mauritanien a alors été placé en rétention. Diop était arrivé en France, en 1990, fuyant des massacres qui frappaient les populations noires de ce pays. Demandeur d'asile, il travaille, puis voit sa demande d'asile refusée. Le gouvernement tentera de l'expulser vers la Mauritanie. Mais le gouvernement raciste et esclavagiste de ce pays refuse de lui reconnaître la nationalité mauri-

tanienne. Diop est donc ramené en France où il est condamné à la prison et à une interdiction de séjour pour s'être opposé à son expulsion (2). Il avait donc vu dernièrement sa demande de régularisation logiquement refusée par la préfecture du Nord pour cause d'interdiction de séjour. Toutefois, un recours le concernant était déjà entamé. Rien n'y fait. Le 9 mai, Diop est emmené au consulat du Sénégal à Lille,

et que les solidarités se briseront. Alors que ce dossier aurait dû être refermé avant la Coupe du Monde, le gouvernement se retrouve avec une menace bien réelle, parmi d'autres, de troubles au milieu de la liesse populaire.

Ça doit angoisser ferme dans les salons de la haute. Des fois que des malpolis, des mal-blanchis viendraient salir l'image de marque « Footix-MacDo » qui sera celle de la France durant un

manifestation nationale le 16 mai, peu d'organisations représentées au delà de l'extrême-gauche... Ni P.C.F., ni Verts, ni C.G.T... Les problèmes de mobilisation sont réels.

Pour le gouvernement, la tâche la plus urgente est pour l'heure de neutraliser tout mouvement de protestation et d'en finir en douceur avec la procédure de régularisation. Il y a fort à parier que cette clôture évitera tout écart médiatique, tant il est vrai qu'il importe pour le gouvernement de continuer à faire croire que, malgré tout, il régularise. Il semblerait que la stratégie envisagée se

approcherait davantage d'une application progressive de la loi Chevènement en lieu et place d'une procédure de régularisation qui mourrait en quelque sorte d'elle-même.

Contre les expulsions

La situation est donc dans une grande incertitude pour les sans-papiers. Il est impossible de savoir si le gouvernement prendra cependant le risque d'intensifier les refus et les expulsions dans les semaines à venir en profitant du couvercle médiatique et ●●● page 8



EDITORIAL

Le mois de mai est traditionnellement celui des récompenses pour le 7^e art. Au nom du slogan « le cinéma, c'est la vie », nous nous permettrons cette semaine de décerner des prix à ceux qui s'octroient le rôle d'acteur pour animer le triste écran de notre quotidien. Concernant le prix d'interprétation masculine, c'est à l'évidence J.-C. Gayssot, ministre des transports, qui le mérite. On savait déjà qu'il était le meilleur pompier de gauche pour éteindre toutes les grèves dans son secteur et qu'il n'hésitait pas à faire rouler ses trains pour expulser les sans-papiers. Ces jours derniers, il a fait encore plus fort déclarant « la loi du marché est un bon système de stimulation et elle fournit de bons indicateurs de performance. Cela fonctionne mieux que les prétendus systèmes socialistes... Je suis toujours pour le dépassement du système capitaliste. On peut l'utiliser en lui donnant une autre finalité ». Que les camarades le sachent, le communisme arrivera bientôt en gare du capitalisme. Pour le prix du meilleur rôle féminin, c'est la police française qui l'emporte haut les mains. Le comité européen pour la prévention de la torture vient de publier son rapport. Nous apprenons que nos policiers prennent surtout pour cible « les personnes d'origine maghrébine ou africaine... que gifles, coups de poings ou de pieds, matraquages sont fréquents dans nos commissariats. Ces accusations sont fondées non seulement sur des témoignages de détenus, mais aussi "sur des données à caractère médical". Soyons sans craintes, de droite ou de gauche, les tabassages en règle restent républicains.

Vient ensuite le prix de la mise en scène. Dans la pure tradition pagnolesque, grosse colère rouge et coups de poing sur la table, vocabulaire populaire et imagé, qui d'autre que l'inégalable Robert Hue pouvait mériter cette récompense? Déjà avant l'élection de Jospin, il fustigeait "une gauche craintive et fadasse". Après un an de joyeuse collaboration avec celle-ci, rien de tel qu'un faux coup de gueule pour montrer que la gauche de la gauche ça existe encore paraît-il. Sacré Robert, arriver à hisser le « communisme » à un tel niveau de clownerie nécessite, c'est sûr, un réel talent et des années d'école du parti. Reste bien sûr la palme d'or de l'ignominie. Le citoyen nationalo-sécuritaire alias J.-P. Chevènement a fait l'unanimité sur son nom. Non content de matraquer des chômeurs en lutte, d'expulser manu militari des sans-papiers, après les avoir fichés, de laisser crever à petit feu les grévistes contre la double peine, il s'en prend désormais aux juges pour enfants qui seraient inutiles à ses yeux puisqu'il suffirait à la police d'éloigner les jeunes délinquants de leurs quartiers pour les placer dans des internats, de leur infliger des peines plus lourdes et de supprimer les allocations familiales à leurs parents.

Au vu de toutes ces récompenses, il serait temps que nous soyons les propres acteurs de nos vies.

où la préfecture tente de faire passer pour Sénégalais, à l'aide d'un document établi par ses soins où elle le présente comme tel, afin d'obtenir un laissez-passer du consul! Face au refus de ce dernier, elle a fini par obtenir de la Mauritanie un laissez-passer et que Diop y a été expulsé le 14 mai. Lors de la dernière rencontre entre le Comité de Lille et la préfecture, cette dernière, embarrassée, a fait savoir qu'elle diligenterait une commission d'enquête et que Diop serait rapatrié si une faute avait été commise.

La France accueille le monde, la gauche expulse!

Tout ceci illustre parfaitement l'immense et arbitraire arnaque qu'aura représenté la circulaire Chevènement du 24 juin 1997. Le gouvernement ne sait plus quoi faire de ce guépier.

D'atermoiements en atermoiements, il espère que les énergies s'essouffleront

mois. L'image d'un pays où tous les citoyens-spectateurs se retrouveraient unis pour crier « Au chiotte l'arbitre! » avec un drapeau « BBR » (2) à la place du cerveau...

À cela s'ajoute le souci d'un nouveau dossier: la double peine (prolongée dans la loi Chevènement (3)). La grève de la faim de Lyon a commencé à percer dans les médias nationaux. Pour peu que la grève de la faim se prolonge encore un peu jusqu'à l'approche du premier coup d'envoi, et le « Pays des Droits de l'Homme » verra sa réputation internationale une nouvelle fois entachée.

Pourtant, il a de quoi être rassuré, le gouvernement: les grandes centrales syndicales ont annoncé qu'elles ne joueraient pas au trouble fête pendant la coupe. D'autre part, concernant les sans-papiers, peut-être n'est-ce qu'une impression personnelle, mais il semblerait que les soutiens se fassent de plus en plus discrets: quelques milliers de personnes seulement lors de la dernière

ISSN 0026-9433 - N° 1126

M 2137 - 1126 - 10,00 F



F° P. 2520

Mai 68 : On n'est pas sérieux quand on a dix-neuf ans

On ne peut plus dormir tranquille lorsqu'on a une fois ouvert les yeux.
Inscription sur un mur de Censier (mai 68)

DANS DEUX ARTICLES publiés ici sur le même sujet (1), Jean-Marc Raynaud et Edward Sarboni ont à mon sens fort bien exposé la situation et l'état d'esprit ayant précédé puis présidé aux événements de Mai 68. Sollicité à mon tour pour évoquer cette période, je crois inutile de répéter après eux des points de vue ou des analyses que je partage pleinement. J'ai préféré ici quitter momentanément la peau de l'individu sur lequel trente années ont passé et qui jetterait un regard amusé, condescendant, sentencieux ou larme-à-l'œil sur un moment agité de sa jeunesse, pour tenter d'en parler en essayant de redevenir difficilement, le temps d'un article, le jeune homme de dix-neuf ans que j'étais alors, employé de banque depuis plus d'un an, sans appartenance politique, comme beaucoup, évoluant dans la tourmente et la rapidité des événements. On m'excusera donc, pour cela, d'écrire parfois à la première personne.

Dans un ouvrage (2) écrit avant que les vitrines des libraires dégueulent leurs marchandises commémoratives soixante-huitardes, Jacques Baynac rapporte un extrait d'article rédigé par lui deux ans avant les « événements », et lui dit ceci : « L'incertitude angoissée des jeunes devant la vie, véhiculée par une sous-culture, conduit à l'irruption politique. L'énorme armée des adolescents est grosse de contestations et de contradictions diverses. Une large fraction d'elle recherche une ouverture idéologique. Ce faisant, elle témoigne que, même société d'abondance, le capitalisme ne permet pas la satisfaction des besoins nouveaux. Dans l'avenir, cela ne manquera pas de modifier sérieusement les conditions et les objectifs de la lutte pour le renversement de la société fondée sur le profit. »

Cet « avenir » si bien entrevu par Baynac avait commencé à se dessiner dans la seconde moitié du mois de mars

68, du côté de Nanterre. En ce tout début de mai, je ne me doute pas encore qu'il prendra pour un temps trop court des couleurs magnifiques. Dans cet étouffoir qu'est la société d'alors et que Jean-Marc Raynaud a fort bien résumé (3), la contestation estudiantine, marquée par son caractère radical, jouira d'emblée d'une sympathie évidente de la part d'une importante frange de la jeunesse, de laquelle je fais partie, sortie du cursus scolaire ou universitaire et déjà salariée. Surtout, bien sûr, dans les entreprises épargnées par la présence toute-puissante des chiens de garde du Parti communiste et de la C.G.T. Cette sympathie ne fera d'ailleurs que croître à mesure que le flot de haine – exprimée dès le début par les stalinien – se déversera sur le mouvement et quelques-unes de ses figures marquantes. Est-il besoin de rappeler combien la bile déversée par Georges Marchais et les siens sur les « pseudo-révolutionnaires » et sur « l'anarchiste allemand Cohn-Bendit », au tout début mai, contribue à rapprocher les individus de ma sorte de ces « fils à papa » ? Est-il besoin d'argumenter longuement pour affirmer que cette période sonne l'heure du déclin inéluctable du Parti communiste quand on saura que, descendus sur Paris de nos banlieues ouvrières pour prendre part au combat, nous avions droit à ce genre de littérature : « on donne beaucoup de publicité à quelques groupuscules de tendances diverses : trotskistes, anarchistes, maoïstes, etc. quand ils ne sont pas directement financés et dirigés du ministère de l'Intérieur » (4).

« Épuisés de bonheur »

S'il est donc convenu de nommer « mouvement étudiant » tout ce qui se passe alors dans un premier temps, avant que la grève générale s'étende au monde du travail, déjà, toutefois, de jeunes salariés participent aux manifestations des nanterrois et sorbonnards, phénomène qui ne cessera de s'amplifier et qui expliquera en partie, le ralliement syndical prudent dans les semaines qui suivront. Pour cette catégorie qui est la mienne, comme d'ailleurs pour tous ceux qui participent aux premières chauffées

et ensuite aux très violentes soirées de castagne ponctuées par la terrible « nuit des barricades » – et qui se foutent d'ailleurs totalement de savoir si le copain d'à côté est étudiant ou travailleur –, l'enthousiasme est énorme, pour plusieurs raisons. D'abord, on constate que rien n'obéit à des mots d'ordre décidés par telle ou telle organisation. Tout se passe dans l'ignorance ou le refus du jeu politique nombre d'entre nous, on se rend bien compte, comme le note encore Baynac, que « chaque heure de manifestation a valu un an de discussion », que « chaque jour de bagarre a plus fait que dix ans de militantisme ». Les cheffillons de chapelles apparaissent bien de temps à autres, pour freiner invariablement le mouvement des quatre fers, mais sans succès. Jamais je ne vois dans les moments les plus difficiles. Et puis, slogans et graffitis, où poésie, saine colère et humour se mêlent, font connaître un saut qualitatif considérable aux revendications et cris de liberté, surtout lorsqu'on les compare au misérable « Pompidou des sous », sommet de créativité prolétarienne cégétiste. Et, par dessus tout, l'allégresse indicible présidant à

Notre joie et notre rire : voilà ce qu'aucun des témoins attirés n'aura su dire, comme aucun compte rendu n'aura rendu justice au plaisir que nous avons connu. [...] Nous étions épuisés de bonheur. Nous sortirions de la défaite avec l'envie de mourir. »

Étudiants-ouvriers

Quand la grève générale éclate, ma « révolution », jusque-là vespérale, après le boulot, et parfois nocturne, devient permanente. Comme une foule d'individus. Mai 68 m'occupe alors à plein temps. Le rapprochement étudiants-travailleurs, initié par les premiers nommés et que certains vivent dans la rue depuis le début sans autorisation d'aucune sorte, préoccupe tout le monde. Convaincu moi aussi de cette nécessité, je discours interminablement sur le sujet avec ceux qu'il faut convaincre, à la fois intéressés et d'une méfiance qui ne tombera jamais, et qu'emprisonnent encore les carcans syndicaux. Le paradoxe est que, comme d'autres parfois avec eux. C'est cocasse, car je ressens précisément, et je ne suis pas le seul, cet

nielle, la mise à distance permanente du monde étudiant, à quelques exceptions près, une orientation marquée de plus en plus nettement par le quantitatif, au détriment de la vie qui exprimait jusque-là son désir de profond changement, commencent à me décevoir avant de me laisser bientôt dans un abattement profond.

Tout a été dit, je crois, de ce que je vivrai moi aussi comme une trahison de la gauche et de la grande majorité des travailleurs. Ayant vu ces masses de jeunes gens sans formation politique particulière, spontanément acquis à la liberté et la mettant en œuvre sans mode d'emploi ni garde-chiourme, je n'accepte pas l'explication des thuriféraires de la classe ouvrière qui rejettent la responsabilité de sa conduite sur ses dirigeants idéologiquement corrompus, sans nous dire jamais d'où lui vient cette facilité déconcertante à être manœuvrée, trompée, sans jamais en tirer les leçons.

Pour toutes ces raisons et parce que je garde le souvenir intact et propre des anarchistes de ce beau mois de mai, que jamais je n'ai vu tenter de diriger ou de freiner quoi que ce soit, qui firent preuve dans la rue, autour des barricades, d'un courage et d'une efficacité propres à vaincre ma trouille énorme, c'est vers le mouvement libertaire que je me dirigerai deux ans plus tard.

Trente années ont passé. Je sais qu'il est de mise de se moquer des « anciens combattants » penchés sur leurs souvenirs, de brocarder le passé au nom de l'avenir à construire, qui seul importe. Le mien consiste, demain, après-demain et les jours suivants, à retourner bosser. Aux motivations idéologiques confuses qui étaient les miennes il y a trente ans s'ajoutait, je peux aujourd'hui l'avouer sans honte, la joie profonde de tourner le dos au boulot. Ce n'est pas très « politique », je sais, mais, que voulez-vous, on n'est pas sérieux quand on a dix-neuf ans, qu'on s'ennuie sur son lieu de travail et qu'il y a à des grillés et des pavés sur la promenade...

Floral

- (1) Voir *Le Monde libertaire* des 7 et 21 mai
- (2) *Mai retrouvé*, de Jacques Baynac. éd. Robert Laffont, 1978.
- (3) Jean-Marc Raynaud, « De la révolte à un changement de société en oubliant la révolution sociale », *Le Monde libertaire*, jeudi 7 mai 1998.
- (4) Tract de la cellule du PC de l'entreprise CSF à Issy-les-Moulineaux (8 mai 1968).
- (5) *Mai 68 à l'usage des moins de vingt ans*, préface de Jean-Franklin Narodetzki, éd. Babel-Actes Sud, collection « Révolutions ». En vente à la librairie du *Monde libertaire*.



ces jours et nuits sans sommeil. Peronne, en cette période anniversaire, n'a mieux traduit cet ensemble de faits et cette atmosphère inoubliable que Jean Franklin Narodetzki, dans sa préface à un petit ouvrage récemment paru (5) : « On a forgé l'image d'un mouvement doté de dirigeants. Il n'y en a eu aucun. Daniel Cohn-Bendit [...] ne fut qu'un sympathique porte-parole, dûment contrôlé par ses mandants, et dont la qualité principale était de savoir concilier tout le monde – sauf les enragés. [...] Alain Geismar et Serge July, tard venus, avec des manières d'intrigants, ne furent pas suivis par ce qu'ils prenaient encore pour la « base ». [...] Krivine prononçait des discours de ministre au nom d'un mouvement qu'il exérait parce qu'il le trouvait « incontrôlable » – en quoi il voyait juste – et dont lui et les siens imputeraient bientôt l'échec au «spontanéisme» et aux libertaires coupables de ne s'être pas placés sous son commandement.

imbécile sentiment d'infériorité par rapport aux « vrais » étudiants, sentiment qui m'empêchera stupidement, pendant toute la durée des événements, de mettre les pieds à la Sorbonne, cet autre monde que le mien, temple d'un savoir qui me fut interdit et que je ne possède pas.

Alors que l'entrée en scène du monde du travail permet de croire à un printemps révolutionnaire que le vocabulaire indigeste des pitres trotskistes et maoïstes traduit en langue de bois à mille lieux de l'état d'esprit libre et festif du moment, mes espoirs sont de courte durée. Très vite, le rôle accru des bureaucratie syndicales, l'ignominie stali-

Certains donnent le discours à l'avant-garde des « commissaires de la parole », certains « héros » se parlent d'eux-mêmes dans ce livre : les acteurs de mai re-prennent la parole. Paroles retrouvées, paroles authentiques, livre de liberté, d'espoir et de combat par ceux qui firent et feront souffler l'esprit de mai. **Mai 68 par eux-mêmes.** Collectif, éd. du *Monde libertaire*. 240 p. 25 F au lieu de 90 F.



Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé ; tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les « soucis » de la bourgeoisie...

EN FRANCE, « LES CHEFS d'entreprise sont confiants et optimistes ». C'est ce que nous révèle *Le Monde* dans son édition du 29 mai. Les investissements redémarrent. Pour la première fois depuis longtemps, les patrons du secteur industriel envisageraient d'augmenter leurs capacités de production. La loi sur les 35 heures n'assombrit pas le moins du monde ce bel optimisme. Sur ce sujet, les rododromes du CNPF dévoilent leur véritable caractère: de la pure esbroufe visant uniquement à obtenir le plus possible. La bourgeoisie a toujours su se faire plaindre. Aujourd'hui, le discours dominant ne déroge pas à cette règle d'airain. Les intellectuels de salon, économistes et autres journalistes, sont toujours prompts à entonner la même rengaine: la mondialisation poserait d'insurmontables problèmes aux vieilles puissances capitalistes. L'émergence de nou-

veaux pays industrialisés, dopés par de très faibles coûts salariaux, exercerait une telle concurrence que nos bons capitalistes européens se verraient contraints et forcés, bien évidemment contre leur gré, de nous imposer sans cesse de nouveaux sacrifices en termes de salaires, de flexibilité ou de conditions de travail.

Mythes et réalité

Pourtant, derrière le mirage de ce discours idéologique, la réalité est toute autre. L'absurdité de la logique, qui présente « l'étranger » comme étant l'ennemi, défendue par tous les nationalistes, de Chevènement à Le Pen, éclate ici au grand jour. La « crise » est perçue comme telle uniquement par ceux qui la subissent. Pour les patrons, tout va bien, merci pour eux... Dans les pays les plus riches, ceux du G7, le taux de profit (taux de retour sur

capital investi) a augmenté considérablement, passant de 12,5% en 1980 à 16,5% en 1997. Pour la même période et dans ces mêmes pays, la part des revenus du capital dans la valeur ajoutée, les richesses produites, est passée de 31% à 35%. Bien évidemment, les sacrifices sont toujours pour les mêmes.

Malgré ces profits florissants, les apologistes du libéralisme invoquent sans honte le coût du travail « beaucoup trop élevé en France » pour expliquer le fort niveau de chômage et proposer, bien sûr, la baisse des salaires et le démantèlement de la protection sociale. Sur ce sujet, la banque Paribas vient de publier une étude qui permet de briser quelques idées reçues. En Europe, sur la période 1987-1997, seuls deux pays ont vu leurs salaires réels augmenter moins vite que ceux des salariés français: la Grèce et les Pays-Bas. Même au Royaume-Uni, écrasé par le Thatcherisme, le pouvoir d'achat des sala-

riés a progressé une fois et demie plus rapidement qu'en France! (1)

Ces « spécialistes » nous expliquent docilement que les minima sociaux seraient un piège d'une terrible perversité, nourrissant le chômage tout en favorisant la paresse et l'assistanat. Au passage, soulignons que l'idée qu'ils pourraient eux-mêmes tenter de vivre avec 2000 francs par mois ne les a bien sûr jamais effleurés... À la revendication d'un relèvement des minima sociaux, ils crient au délire, relayés d'ailleurs par Aubry et Jospin. Pourtant, une étude récente (2) publiée par la revue de la Caisse nationale des allocations familiales bat en brèche l'idée que la France serait dotée d'un État-providence particulièrement généreux. Sur 23 pays étudiés, la France est classée seulement au 20^e rang en fonction du niveau des revenus minima offerts.

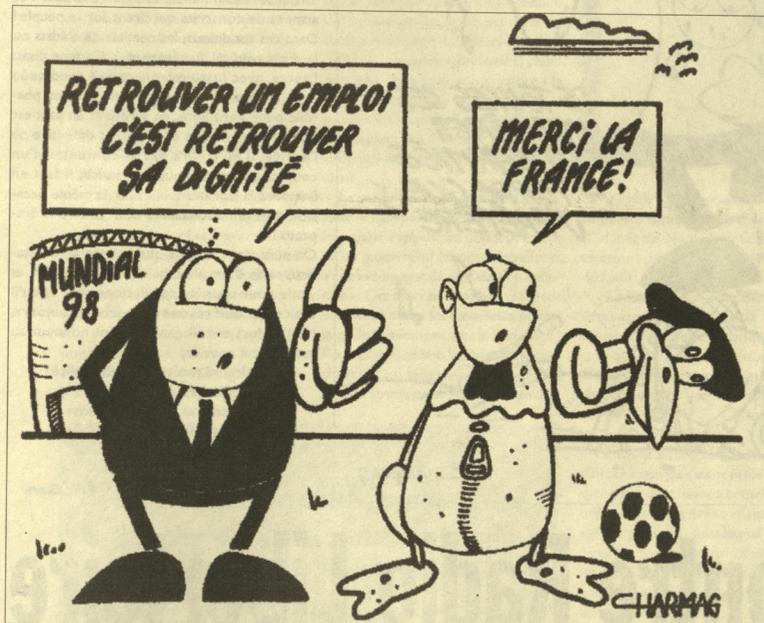
Tous ces « spécialistes », grassement payés pour prendre la posture d'insupportables donneurs de leçons,

estiment que le « risque, le dynamisme et l'initiative doivent être récompensés ». Favoriser le développement des inégalités sociales permettrait d'accroître les richesses disponibles. Que cela se fasse au bénéfice de quelques uns et au détriment du libre épanouissement de tous ne semble pas beaucoup les déranger. Rappelons pour mémoire que les dix plus grosses fortunes de la planète (en tête celle de Bill Gates, le patron de Microsoft assis sur un monopole en forme de coffre-fort) atteignent ensemble la coquette somme de 133 milliards de dollars, environ 1000 milliards de francs.

Patrick - groupe Durruti

(1) Hausse moyenne du salaire réel entre 1987 et 1997: 3,5% au Portugal, 1,7% en Italie, 1,5% au Royaume-Uni, 1,1% en Allemagne, 0,9% en France, 0,7% en Grèce, 0,5% au Pays-Bas.

(2) *Recherches et Prévisions*, n°50-51, mars 1998.



En bref

■ Vous souhaitez nous rencontrer? Les « relations intérieures » de la Fédération anarchiste, organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011.

■ La F.A. de la Creuse organise son quatrième camping anarchiste à la Celle-Dunoise (camping municipal « Les Sillons ») du 6 au 12 juillet 1998. Repos, détente, débat, discussions, repas collectifs. Renseignements: 05 55 81 18 77.

■ Le Communiste est le journal groupe de Metz de la F.A. On peut l'obtenir contre 4,50 F en timbres. c/o CRES - B.P. 113, 54510 Tomblaine.

Sortie du nouveau numéro d'Alternative libertaire.

Au sommaire: *Polices - Intervention sur la boîte postale d'AL*; *DOSSIER: Pour en finir avec le travail*; *Comités de chômeurs, Contre les exclusions aux indemnités*; *Cinéma belge: l'imposteur Jan Bucquoy*; *De Mai 68 à mai 98...*; *Bollewinkel: Je suis fier d'être honteux d'être belge*; *L'horreur patriarcale; Quelques pas vers la révolution; Mondial: Le mensonge du ballon rond*; *La 5e feuille de résistance du collectif « Chômeur, pas chien! »*. Alternative libertaire est disponible par correspondance: au numéro 100 BEF ou 20FF - abt. pour un an 700 BEF ou 200FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique

3^e coordination des collectifs des chômeurs, précaires et solidaires

Une rencontre en demi-teinte

LES 9, 10 ET 11 MAI, A EVREUX, se sont tenues les troisièmes rencontres de la coordination des collectifs indépendants de chômeurs, précaires et solidaires. Après Nantes et Strasbourg, douze collectifs sur les 75 plus ou moins impliqués dans cette coordination se sont retrouvés pour échanger leurs bilans, leurs positions - souvent très diverses - concernant les revendications issues de luttes de décembre 1997 et janvier 1998, et envisager l'avenir d'un mouvement qui, s'il semble vouloir s'inscrire dans la durée, souffre - pour l'instant d'une faible mobilisation des principaux intéressés - les chômeurs et les précaires - et d'une coordination encore trop balbutiante.

Face à des organisations comme ACI, les participants se sont entendus sur l'idée que le mouvement devait rester indépendant et favoriser l'action plutôt que la recherche d'une représentativité en vue d'un fauteuil de négociateur, de partenaire social.

Toutes et tous sont unanimes sur la nécessaire indépendance de la coordination des collectifs qui la composent à l'égard de toute organisation politique ou syndicale.

Les débats concernant la structuration de la coordination révélèrent une grande diversité d'opinion. Difficile en effet que s'entendent ceux qui ne voient d'intérêt à cette coordination que le débat et ceux qui attendent qu'elle se structure pour donner plus d'efficacité à la lutte et une plus grande cohérence au mouvement.

Les quatrièmes rencontres qui devraient se tenir en juillet dans la région de Montpellier devraient éclaircir la situation.

Trois mois d'existence et trois rencontres ont permis de défricher le terrain, de faire connaissance. Il serait sou-

haitable maintenant d'avancer, de construire. La coordination est-elle assez mure pour cela? En a-t-elle la volonté?

Reste qu'il règne sur cette coordination la détermination de celles et ceux qui la composent. Sur ce terrain, les collectifs indépendants ont été souvent plus présents en nombre et en ingéniosité qu'ACI ou la C.G.T. au plus fort des occupations.

Malgré le silence médiatique, le mouvement continue mais se cherche, tiraillé entre des revendications certes réformistes (mais le relèvement des minima sociaux, le RMI pour les moins de 25 ans, etc. ne sont pas rien quand on se débrouille avec 0 à 2 500 F par mois), des aspirations nettement révolutionnaires et libertaires, le souci d'autonomie et l'envie de se structurer.

Des idées d'actions communes et d'organisation de ce qui n'est encore qu'un réseau ont été sérieusement évoquées à Evreux. Cette coordination prend son temps elle ne souhaite pas confondre unité et uniformité. Elle a raison. Si elle s'en donne les moyens, elle est en mesure de peser dans une lutte qui ne fait que commencer.

À Evreux, le comité contre le chômage et la précarité « Grains de Pollen » est prié par le maire communiste de quitter ses locaux. Il risque de n'être pas seul à vouloir les préserver, et ça aussi ça compte.

Un mouvement naît, la solidarité s'organise, l'envie de passer les frontières du possible est là. Cette coordination est un espoir. Les prochaines rencontres seront, souhaitons-le, le début d'une nouvelle étape dans la grande marche au changement vers une société de femmes et d'hommes libres et fraternels.

Bruno et Sylvie,
groupe d'Evreux

À bas l'armée!

AU PRÉTEXTE PARADOXAL que l'Europe occidentale est en paix depuis plus de cinquante ans, et au nom d'une prétendue modernité, de beaux esprits (si on peut dire) ont décrété, tout comme pour le combat anticlérical, que l'antimilitarisme était ringard et désuet. Il suffit pourtant d'ouvrir les yeux, d'explorer sa mémoire sans avoir à remonter bien loin (guerre du Golfe ex-Yougoslavie, Rwanda etc.) et de réfléchir un tant soit peu pour constater les ravages que font sur notre planète les religions, et les armées, pour remarquer que les guerres de toutes sortes ne font toujours pas partie de l'histoire ancienne, que c'est hélas le quotidien de millions de personnes de par le monde, et que ces boucheries se déroulent souvent avec la bénédiction des religieux de tout poil! La belle alliance du sabre et du goupillon (au du coran ou de la kippa) a encore de beaux restes! Mais n'est-ce pas, il ne faut pas confondre les vilains (les autres, si possible basanés et des pays pauvres), et nos valeureux p'tits gars bien vite rebaptisés soldat de la paix! On est vraiment dans l'imposture sémantique actuelle qui appelle réforme et modernisation ce qui est retour en arrière et régression, et qui voudrait nous faire croire que les pacifistes et les défenseurs de la liberté sont en uniforme, que les violeurs et les assassins sont au service de la veuve et de l'orphelin! (on croirait lire le «Big Brother» de G. Orwell, quand il faisait dire des slogans du style: «la guerre, c'est la paix! La paix, c'est la guerre».

Des milliards pour la mort

Sans oublier, le gaspillage éhonté que représente l'institution militaire alors qu'il y a encore tant de misère. Oui, même en temps de paix l'armée tue car toutes les énergies, tout ce fric mis dans cette œuvre mortifère aurait pu être utilisés à de meilleurs desseins, comme la recherche médicale qui ne progresse pas assez vite, si on songe à ce fléau qu'est le sida par exemple, ou si on se réfère à l'état sanitaire effroyable qu'on trouve dans le tiers monde. Pour vacciner tous les enfants du monde, une dépense de 80 centimes (oui, même pas un franc!) est suffisante, alors que les dépenses militaires sont 1000 fois plus importantes actuellement, de l'ordre de 800 F par habitant de cette planète... Alors toutes ces énergies, toutes ces intelligences, toutes ces sciences et techniques perverties pour perfectionner des engins de mort, au regard de l'immensité des besoins des vivants qui ne sont pas satisfaits, n'est-ce pas déjà en soi révoltant! La chose militaire pollue, et pas que les esprits, il suffit de songer aux essais nucléaires, à toutes les saletés qui ont été fabriquées:

armes chimiques, bactériologiques, etc. Dont on ne finit pas d'en payer les conséquences, il suffit de demander, à tous les irradiés ou à tous les mutilés pour cause de mines antipersonnel par exemple!

N'omettent pas non plus la production, le commerce – pour ne pas dire le trafic – d'armes qui dégagent de gros et juteux profits, de l'utilité accessoire soit de payer des pompes à 1000 balles à un ministre! En somme (et c'est le mot!), de l'or pour certains et du plomb pour les autres...

École du crime, c'est aussi l'école de la soumission, dont les valeurs (hiérarchie, obéissance aveugle, uniformisation des individus, etc.) sont antinomiques aux nôtres. Et à ce propos, il n'est pas inutile de rappeler le scandaleux protocole Armée-Education (initié par la gauche pas encore plurielle mais déjà pourrie jusqu'à la moelle), qui voudrait transformer les lieux d'instruction en officines de propagande militariste.

L'armée, c'est l'insécurité

Au risque de paraître enfoncer des portes ouvertes, il nous faut aussi sans cesse rappeler que cette institution demeure un

danger permanent qui pèse sur chacun de nous, en tant qu'individu, mais aussi sur toute la collectivité et en particulier sur le mouvement social, parce qu'elle est le dernier rempart, l'ultime recours armé de l'État. Car l'armée briseuse de grève, ce n'est pas du tout une invention des antimilitaristes, c'est une réalité. Et le plan Vigipirate, avec tous ces soldats en armes qui participent au contrôle des populations (c'est pour votre bien, pour votre sécurité, contre les méchants terroristes voyons!), ce n'est pas un fantasme paranoïaque d'allergiques à l'uniforme! C'est quelque chose que beaucoup ont vécu et vivent quotidiennement dans le métro parisien, les transports urbains, les gares ou certains quartiers... Quant à l'histoire sociale, elle n'est qu'une suite d'exemples sanglants de la nocivité intrinsèque de l'armée: de la Commune de Paris à celle de Kronstadt, des conseils ouvriers d'Allemagne ou d'Italie aux révolutionnaires espagnols, du Chili à la place Tian An Men, la liste est interminable de toutes les forfaitures et abominations de la gente militaire. Et en ces temps de concentration de Mai 68, de Gaulle allant à Baden-Baden chez cette vieille baderne de Massu-la-gégène, c'était pas uniquement pour se remonter le moral, non?

Liberticide par essence même, il ne faut attendre aucune réforme, aucune transformation positive de cette entreprise criminelle. Alors, qu'on ne vienne pas nous la ramener avec la conscription qui nous protégeait d'un putsch ou d'autres saloperies dont nos galonnés ont le secret: les appelés ont rarement mis crosses en l'air, c'est bien souvent des armées de conscrits qui tirent sur le peuple! Dans ces conditions, les comités de soldats ou le droit syndical au régiment... Comme disait l'autre, avec juste raison, armée syndiquée égale syndicat du crime. La seule solution possible pour vivre libre, en sûreté et en paix est la suppression pure et simple et définitive de l'armée. Il ne faudra pas se contenter d'un coup de peinture rouge ou noire, il faut en finir avec la soldatesque, et par la même occasion avec le nationalisme et le culte des drapeaux!

On aura vite compris que la lutte antimilitariste reste d'actualité, qu'elle est nécessaire et vitale pour tous les révolutionnaires et qu'il est temps que résonnent encore, toujours, haut et fort ces slogans qui font honneur au mouvement ouvrier:

**Ni Dieu ni maître ni nationalité!
Guerre à la guerre!
Pas un sou, pas un homme
pour la guerre!
A bas l'armée!**

Éric Gava



Deux procès contre Radio Libertaire

La copropriété contre Radio Libertaire

Depuis plusieurs mois le concierge et certains copropriétaires de l'immeuble où est situé le studio de Radio Libertaire se plaignent du bruit occasionné par l'activité radiophonique, et surtout par les passages des équipes des émissions dans le couloir commun; ils estiment aussi que la détérioration de la porte d'entrée de l'immeuble serait de notre fait et cherchent à nous faire payer intégralement son remplacement.

Certes, l'usage de l'appartement que nous avons acheté n'est pas banal, mais de là à faire de nous les boucs émissaires de tout le fonctionnement collectif, il y a de la marge!

Les copropriétaires ont décidé de porter plainte contre l'association D.M.C. afin de tenter de faire cesser l'activité de Radio Libertaire dans ces locaux-là. Ils visent sans doute aussi à faire pression sur nous pour que le déménagement – annoncé depuis plus

de deux ans – se fasse le plus vite possible (pour information, il devrait avoir lieu fin juin).

Après les diverses péripéties administratives et judiciaires d'usage dans l'hexagone, le tribunal de grande instance de Paris a décidé la poursuite de D.M.C. pour «nuisances et tapages nocturnes».

L'affaire sera plaidée le 14 septembre 1998 à 16 heures devant la 8e chambre de la première section du tribunal de grande instance de Paris. Une manifestation silencieuse serait de bon goût ce jour-là: à vos agendas! Venez avec vos pantouffles!

Un maton contre Radio Libertaire et contre l'émission Ras les Murs

Déjà évoquée dans nos colonnes, cette affaire remonte au mois de janvier 1997: au cours de l'émission Ras les Murs, comme chaque mercredi depuis près de 10 ans, les animateurs lisent des

lettres de détenus. Ce soir-là, une lettre dénonce de façon précise les conditions d'exploitation des détenus dans les ateliers de la prison de Bois d'Arcy (78): main d'œuvre à très bon marché, interdite de grève et d'organisation, taillable et corvéable à merci, salaires de misère sur lesquels sont prélevés des frais énormes d'entretien des vêtements de travail, cadences infernales, etc.

Cette lettre évoquait aussi les conditions d'encadrement des ateliers, les pratiques plus ou moins honnêtes de certains personnels d'encadrement et la complicité de responsables. Un surveillant est cité nommément. Apprenant quelques jours plus tard l'existence de cette émission, il se procure la cassette et va déposer plainte au commissariat de police de Versailles.

Après la perquisition de la librairie du Monde Libertaire, siège social de la radio et celle des studios de Radio Libertaire par un juge, un greffier, le procureur

du parquet et quelques quinze policiers, à la recherche de la lettre incriminée, Elisabeth, responsable administrative, présidente de D.M.C. est mise en examen, puis Nicole, animatrice de Ras les Murs, l'est aussi; tour à tour interrogées par le juge d'instruction, elles disent leur opposition à l'exploitation capitaliste et expriment leur révolte face à son aggravation dans le système pénitentiaire; elles réaffirment leur solidarité avec les détenus et le crédit qu'elles apportent aux paroles tenues à l'antenne.

Informé de la situation de Radio Libertaire, le détenu échotier manifeste sa volonté de témoigner sur l'affaire: à son tour mis en examen, il maintient ses propos.

Début 1998, la juge a remis son dossier d'instruction et ses conclusions au procureur; en avril deux décisions sont prises: l'une renvoie l'animatrice et le détenu devant le tribunal correctionnel,

l'autre est une ordonnance de non-lieu pour l'association D.M.C. et sa responsable.

Cette dernière décision peut être analysée comme un fait positif qui relativise les faits invoqués; elle peut aussi faire jurisprudence en différenciant les rôles de responsable d'un média et de journaliste de ce média, ce qui est rarement le cas pour les médias écrits par exemple. Cependant, la poursuite de Nicole et du détenu devant le tribunal correctionnel interpelle nos pratiques de solidarité: soyons très nombreux à l'audience, le 1^{er} juillet à 14 heures, au tribunal de Versailles.

La solidarité financière est toujours nécessaire: 5260 F ont déjà été collectés auprès de nos lecteurs. Chèques à l'ordre de M. Boury, mention «Procès Radio Libertaire» à envoyer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot 75011 Paris. Merci d'avance.

Élisabeth

Irlande: Référendum sur le processus de paix

Un scorpion est une créature qui pique d'abord et qui pose des questions ensuite. Quand un garçon et une fille scorpion se rencontrent et décident « d'étendre leur ordre du jour », ils doivent d'abord passer par une danse rituelle longue et élaborée pour établir leur bonne foi réciproque. On pourrait penser que quelque chose de similaire est en train de se produire dans les actuelles discussions multi-partis à Belfast. Selon le *Irish Time* « les discussions doivent passer à la vitesse supérieure pour que le processus conserve sa crédibilité ». Une source gouvernementale irlandaise citée dans le *Sunday Tribune* du 16 novembre 1997 disait « nous avons le sentiment que plus de mérite serait nécessaire ».

La plus grande partie de la discussion semble consister à déterminer qui est dans la même pièce que qui, sont-ils autorisés à se regarder, sont-ils autorisés à se serrer la main, et ainsi de suite. La rumeur prétend que, durant la cérémonie d'inauguration présidentielle de Mary McAleese au château de Dublin, Mo Mowlam est allé voir Gerry Adams et John Alderdice (du parti de l'Alliance à tendance unioniste) et leur aurait demandé si ils souhaitaient qu'elle s'assoie avec eux.

Du vieux vin dans de nouvelles bouteilles

Alors, pendant que les discussions se poursuivent, de quoi est-il question exactement? He bien, les discussions sont bien sûr tenues secrètes, mais les documents-cadres sur lesquels les débats sont basés nous donnent un indice. Ça n'élimine pas l'union par consentement mutuel à long terme. Mais pour le court terme, c'est d'un arrangement interne dont il est question. Se débarrasser de la partition ne figure même pas sur les agendas. Cela signifie que la

ligne arbitraire tracée à travers le pays va demeurer.

Un compromis pour les six comtés est recherché autour d'une sorte d'arrangement pour le partage du pouvoir, et d'une augmentation des liens trans-frontière avec le Tigre celtique. Un tel accord pourrait être tout à fait acceptable pour les Unionistes modérés, et ferait certainement la joie de la classe moyenne catholique en plein essor en Irlande du Nord.

Autant pour l'agenda, mais qu'en est-il des partis autour de la table? À première vue, il semble y avoir des raisons d'être optimistes puisque pas moins de six partis parmi les huit se disent socialistes, à savoir le Labour, la Coalition des Femmes, le S.D.L.P., le Sinn Fein, le Parti unioniste progressiste, et le Parti démocratique d'Ulster. Est-ce que ça voudrait dire qu'ils sont désireux d'entreprendre des changements d'envergure? Pas vraiment.

Le Labour veut représenter les syndicats en Irlande du Nord, dont les leaders ont déjà accepté la partition et croient que toute mention qui en est faite est automatiquement sectaire. La Coalition des femmes accueille des membres du Parti conservateur dans leurs rangs! Le S.D.L.P. a toujours représenté la classe moyenne catholique, conservatrice à la fois sur les thèmes économiques et sociaux. Le socialisme du Sinn Fein n'a jamais cherché à mobiliser tous les travailleurs dans leur propre intérêt de classe.

La position de Gerry Adams dans son livre « Les politiques de la liberté Irlandaise » appelle au développement « d'un mouvement Irlando-Irlandais » et à une « campagne de régénération nationale ». Ces idées ne sont pas vraiment destinées à attirer les travailleurs protestants de l'Unionisme vers le Socialisme! Récemment, même la rhétorique gauchiste qui a si bien servi dans les années 80 a été abandonnée. Au printemps der-

nier, comme nous le rapportions dans un article précédent, le Sinn Fein a rencontré la Confédération de l'industrie britannique. Le chef de ce club de patrons, Bill Tosh, disait « qu'ils (le Sinn Fein) avaient un rôle constructif à jouer dans la régénération économique ».

Que peut-on dire du P.U.P. et de l'U.D.P.? Ces deux partis ont été mis au premier plan depuis le cessez-le-feu loyaliste. Mais il ne faudrait pas oublier qu'ils existaient depuis bien plus longtemps, comme porte-parole des chercheurs sectaires de l'U.E.V. et de l'U.D.A. Ensuite, un socialisme qui accepte le loyalisme en subit toujours les contraintes, et finira toujours par défendre le sectarisme en dernière analyse. David

Trimble, Hume, Adams, etc., aucun d'entre eux n'a de réel mandat de la communauté. Entre tous les partis seul le Sinn Fein a prétendu consulter « sa communauté » après le dernier cessez-le-feu. Mais même alors, ce n'était qu'une façon pour les chefs d'essayer de vendre un accord pré-rédigé aux électeurs.

Nous sommes partisans de la démocratie directe non-représentative. Ceci implique que des rencontres massives soient tenues sur les lieux de travail, dans les écoles et communautés, et que

les négociateurs soient choisis sur les bases du mandat de ces meetings. Si ils ne remplissent pas ce mandat, ils sont éjectés. D'authentiques délégués de la communauté devraient ainsi participer aux discussions.

On est loin des promesses de l'Irlande du Nord. La lutte de l'IRA contre l'État britannique a toujours impliqué un petit groupe de gens « trouvant des solutions » pour le compte de la communauté nationaliste.

Les gens sont appelés à la fois par les unionistes et les nationalistes à faire des émeutes et des manifestations, mais ils en sont réduits au rôle de soldats d'opérette que leurs chefs sortent de leur chapeau quand ça les arrange et qu'ils contrôlent avec soin. Ils n'ont pas leur mot à dire dans la façon dont ils sont « représentés ».

Nous n'en demandons pas beaucoup! Au lieu d'un processus de paix, nous voulons une lutte commune pour mettre fin à la partition et construire le socialisme. Cela ne sera pas facile, nous devons bâtir une réelle unité des travailleurs, ce qui signifie convaincre les travailleurs protestants de se détourner du loyalisme et de l'unionisme. Bien qu'il soit fait un sort légèrement meilleur pour les travailleurs protestants en moyenne, tous les travailleurs d'Irlande du Nord sont perdants dans les salaires les plus bas et le chômage le plus haut de toutes les îles britanniques.

La récente grève aux usines automobiles de Montupet, dans laquelle 280 travailleurs des deux religions sont restés solidaires pendant neuf semaines contre les tentatives des patrons d'éveiller leur sectarisme, nous montre bien autour de quelles questions économiques l'unité peut être construite. Il s'agit d'aller au-delà pour aboutir à une unité anti-impérialiste. Faute de quoi rien ne va changer.

Conor McLoughlin, pour WSM (Workers Solidarity Movement, Dublin)



Ervine et le P.U.P. prétendent être dans la droite ligne du Parti travailliste d'Irlande du Nord. Pour faire face aux élections générales de 1949, ce parti déclarait:

« Le Parti travailliste, étant un parti démocratique, accepte la position constitutionnelle de l'Irlande du Nord ainsi que son association étroite avec la Grande-Bretagne et le Commonwealth; de plus, nous ne briguons aucun mandat pour changer ça. » (*Belfast Telegraph*, 31 Janvier 1949)

Ce « nous ne briguons aucun mandat pour changer ça » nous ramène nettement aux discussions actuelles. Premièrement, nous avons affaire avec un agenda préétabli, dans lequel il ne sera question ni de la partition ni de quoi que ce soit de lointainement apparenté à un vrai socialisme, comme l'indiquent les documents-cadre.

Deuxièmement, comme nous venons de le voir, aucun des partis en présence (nous n'avons pas mentionné l'Alliance des partis unionistes, mais on les voit mal avoir envie de devenir l'avant-garde d'un ordre nouveau au Nord!) ne désire un changement réel du statu quo.

Malheureusement, nous devons conclure que ces prémisses semblent limiter les résultats possibles, faisant d'eux une conclusion pratiquement tirée d'avance.

Ce à quoi nous assistons en Irlande du Nord est une acceptation des divisions territoriales et un retrait des deux camps dans leurs propres « territoires ». Un consensus est en train d'émerger, à la fois du côté nationaliste (y compris le Sinn Fein) et du côté unioniste, selon lequel un arrangement doit être basé sur les cultures orange et verte, qui ne sont pas seulement séparées mais opposées.

Le résultat des discussions rendra certainement ce sectarisme officiel et

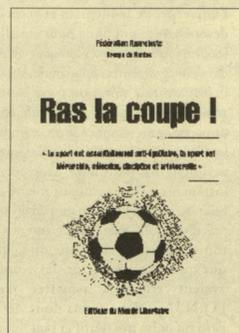
Dans cette brochure, en exclusivité pour les allergiques aux podiums et aux uniformes sponsorisés par Nike, Adidas ou Coca-Cola, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le sport sans jamais avoir osé le demander à un supporter du P.S.G.

Le foot est-il le nouvel opium du peuple? Le sport de compétition n'est-il qu'une éducation à la discipline des corps et des esprits?

Combien de milliards brasse cette nouvelle multinationale qu'est la médiatisation des sports de masse? Peut-on distinguer « mauvais » sport (avec professionnels surpayés et supporters avinés) du « bon » sport (avec des gentils amateurs d'herbe tendre et de compétition « à la loyale »); ou tout sport de fédération est-il, en soi, une justification du sexisme, du nationalisme, et de toute relation de domination?

Le groupe de Nantes de la Fédération anarchiste tente de répondre à toutes ces questions, sans jamais se laisser aller à une agressivité de mauvais goût... telle celle d'un Desproges: « Le saviez-vous? Les hémorragies cérébrales sont moins fréquentes chez les amateurs et joueurs de football que chez le reste de la population. Les cerveaux aussi. » (*L'Almanach*).

Ras la coupe. Éditions du *Monde libertaire*. 20 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



COUPE DU MONDE 1998

La France accueille le monde... la gauche expulse... tout le monde?

La France accueille la Coupe du monde 1998. À cette occasion, des équipes, des supporters de tous les pays afflueront dans les villes organisatrices. Cet événement de dimension planétaire symbolise officiellement, l'espace d'un mois « la fraternité entre les peuples » au pays des droits de l'homme. Parallèlement, le gouvernement de la gauche plurielle, continue d'expulser des sans-papiers.

1998, les institutions fêtent le cent cinquantième anniversaire de l'abolition de l'esclavage. Dans le même temps, des Africains, des Maghrébins sont bâillonnés, enchaînés dans les trains, les avions, les bateaux que les supporters emprunteront eux aussi! Si la coupe remplira les stades, la gauche remplit les charters!

Aux clameurs des enceintes sportives bondées répondront les plaintes et le désespoir des expulsé(e)s dans les tribunaux administratifs et les centres de rétention. Pour la Fédération anarchiste, la Fraternité ne se réduit pas à un carré de pelouse. Cette « manifestation », déjà décriée par l'argent et le nationalisme exacerbé, ne sera en aucune manière une trêve.

Pendant ou après la coupe :

- nous dénonçons le nationalisme, le mythe de l'identité nationale ;
- nous condamnons la République qui s'accommode d'une égalité et d'une liberté démenties par les faits et les actes de ses gouvernements ;
- nous revendiquons pour tous, la liberté de circulation et d'installation sans considération de frontière ;
- nous continuerons les actions contre les expulsions de sans-papiers.

Fédération anarchiste

L'Indonésie entre révolte et résignation

C'EST UN CLONE DU DICTATEUR SUHARTO, B. J Habibie, qui vient de prendre le pouvoir à Djakarta, sous l'œil vigilant de l'armée. Probablement ne va-t-il pas rester en place très longtemps. Il est en effet trop visiblement lié à la mafia de l'ancien président Suharto. Mais il est certain dès aujourd'hui que le système de corruption capitaliste qui réduit les Indonésiens à la misère n'est pas remis en cause par ces mouvements d'opérette sur fond de musique militaire.

Une transition qui arrange les occidentaux

Les occidentaux, FMI et États-Unis bien sûr, mais aussi les pays d'Europe, se frottent les mains de ce possible dénouement d'une crise qui a semblé un moment échapper au contrôle des chefs en tout genre. Un dictateur devenu trop voyant, et peut-être même trop indocile, est remplacé par un de ses adjoints qui fait mine de vouloir tout changer. Quelques prisonniers politiques sont libérés, une poignée de corrupteurs liés directement à l'ancien pouvoir sont inquiétés, et surtout, sésame de nos sociétés moderne, le nouvel Ubu promet des élections «libres». Les maîtres du capitalisme mondial n'en demandent pas plus. L'exploitation des Indonésiens et des Indonésiennes va pouvoir se poursuivre en toute impunité.

Les affaires peuvent continuer; tout le reste n'est aux yeux des puissants du monde que brouilleries. Mais ces brouilleries déterminent la vie en Indonésie. Le nouveau pouvoir est une marionnette aux mains des militaires et le véritable homme fort du pays semble bien être le général Wiranto, ex et nouveau chef des armées. Les autres principaux ministres sont les mêmes que sous Suharto et le F.M.I. craint que la ficelle ne soit trop grosse. L'organisme international qui fait la pluie et le beau temps dans l'archipel est donc «particulièrement satisfait de l'équipe économique» mais aimerait une petite couche de vernis de changement en plus. Ce qui ne risque pas de changer, par contre, c'est le système de corruption généralisée et la petite élite de mafieux qu'elle engraisse.

Un archipel sinistré par la pauvreté

Comme dans tous les pays du Sud les écarts de richesses, entre la masse des plus pauvres et les quelques nantis qui tiennent le pouvoir économique et politique, sont vertigineux. Ces inégalités se lisent directement dans les paysages de Djakarta où les immeubles flambant neufs du capitalisme triomphant du début des années 1990 côtoient des poches de pauvreté où la préoccupation presque unique et quotidienne des hommes et des femmes reste de nourrir leurs

familles. La capitale indonésienne est aujourd'hui une métropole de 12 millions d'habitants qui, comme la grenouille de la fable, a voulu concurrencer ses rivales du Sud-Est asiatique: Singapour et Honk-Hong. La crise de l'été 1997, commencée en Thaïlande, a touché de plein fouet une économie rongée par des taux de corruption de 20 à 30%. Les conséquences ont été immédiates. Le chômage officiel (le sous-emploi atteint semble-t-il près de 40 millions de personnes) est passé en quelques mois de 2,5 à 8 millions. Dans un pays qui ne bénéficie d'aucune sorte de protection sociale, cela signifie plus d'une dizaine de millions de grands pauvres en plus. Les classes moyennes urbaines, jusque là soutient du régime car elles pensaient être en mesure de recueillir les fruits de la croissance de l'économie ont été les premières touchées. Les étudiants, c'est-à-dire ceux dont le combat a été le plus largement médiatisé en occident (et de loin!) sont leurs enfants et défendent leurs intérêts, c'est-à-dire un modèle de capitalisme à l'occidentale: l'exploitation des plus faibles oui, mais sans despote qui se remplit les poches au passage.

Les principales victimes restent cependant les plus pauvres pour qui la moindre augmentation du prix des produits de base (surtout la farine et l'essence qui sert à allumer les réchauds dans des îles où le bois se fait rare) signifie privations et ventre vide. Dans ces conditions les changements de régime les touchent peu mais la colère et la haine sont présents dans les cœurs.

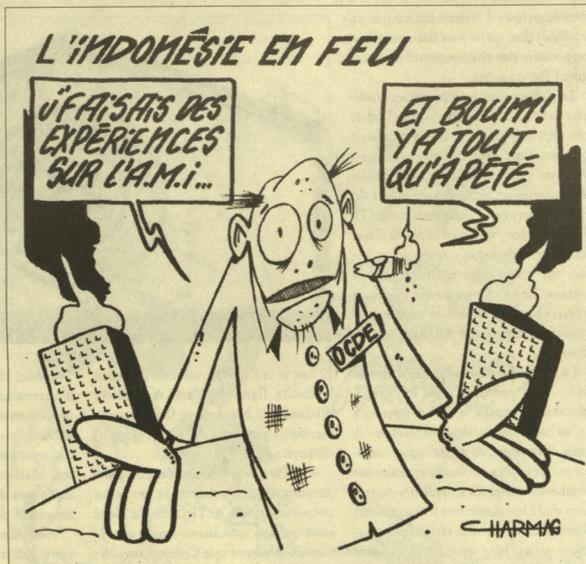
Les chinois comme boucs émissaires

Le clan Suharto (cela semble prouvé) a cherché à détourner la colère des plus pauvres sur ce bouc émissaire, idéal dans cette région du monde, que sont les communautés chinoises. Les milices du régime ont les premières saccagés les magasins du quartier chinois de Djakarta, créant un climat de terreur qui a bien entendu dégénéré en émeutes de la faim. L'objectif du dictateur et de son entourage était ainsi de créer un climat d'insécurité en exploitant la colère d'une partie de la population peu politisée et peu encadrée, de manière à assurer la répression en se présentant comme le dernier rempart de l'ordre.

Les chinois étaient les victimes idéales pour cette violence de la faim, représentants ici de la figure de l'autre, coupables parce que différents. En effet, la diaspora chinoise, qui compte une trentaine de millions de membres dans l'ensemble de Sud-Est asiatique et même bien au-delà, est extrêmement dynamique sur le plan économique et contrôle une part importante du commerce indonésien (chaînes de supermarchés par exemple).

Circonstance aggravante, ils restent très attachés à leur culture et à leur langue d'origine et apparaissent ainsi comme un «corps étranger» dans la société indonésienne. Il devient ainsi facile de manipuler les foules à leurs dépens en profitant d'un nationalisme économique. C'est ce qui c'est fait le 14 mai avec pour conséquence la destruction presque totale du quartier chinois, dans une sorte de pogrom qui rappelle par de nombreux aspects la persécution des juifs d'Europe.

Frank Gombaud



Manif contre l'O.M.C. à Genève

LE 16 MAI, ATANAR-GROUPE libertaire d'Anemasse, a fait flotter sa banderole lors de la manif organisée à Genève, comme dans 150 autres villes, contre la réunion de l'O.M.C. L'organisation mondiale du commerce (ou des cannibales, au choix), successeur du G.A.T.T., fêtait son cinquantième anniversaire. Donc, ce 16 mai, il y avait du beau linge dans la cité de Calvin, des ministres, des chefs d'État. Histoire de ne pas les laisser tous seuls s'entendre sur notre dos, l'Action mondiale des peuples (AMP) créée en novembre 1997, avait organisé les réjouissances pour la durée du congrès, soit du samedi au mercredi.

Une bien belle manif

Dans la rue, il y avait des pas-contents, des qui-pensent-pas-bien, environ 8 000 selon la plupart des estimations, venus d'Amérique latine, d'Italie, d'Allemagne, du Portugal, d'Inde et d'ailleurs. Sur le vieux air de «prolétaires de tous les pays...», on était venu réclamer un traitement humain et social de toutes les populations, un droit de regard sur nos propres destinées.

Le programme des festivités était plutôt gratiné: d'abord le défilé, puis une street party sous les fenêtres de l'O.M.C., suivie d'une fête nocturne dans le quartier de la gare; congrès à l'université de lendemain et actes de désobéissance publique pour émailler les cinq jours. Quelques attaques ciblées devaient agrémenter le parcours. Autant le dire tout de suite, on n'est jamais arrivé jusqu'à l'O.M.C. Une conférence de presse ayant annoncé le programme, les flics avaient bouclé le quartier international: un périmètre de sécurité infranchissable, englobant même un bout du lac (des fois qu'un pédalo soit pris d'une folie meurtrière) interdisait toute approche. Il faut dire que quelques jours plus tôt, les Kurdes avaient réussi à pénétrer dans l'O.N.U... Nous avons donc défilé dans un ordre très relatif et sans discrétion aucune puisque, côté musique, on avait la sono, l'orchestre des hospitaliers (opposés à la fusion des hôpitaux de Genève et du canton de Vaud), une chorale, des tam-tams, des cloches... Notre banderole s'est taillé son petit succès, inattendu, réveillant les vieux souvenirs des Jurassiens ou de

L. Tronchet. On a été bien photographiés, on a noué des contacts. Il avait été question de cibles choisies. Un ou deux Mc Do y ont laissé leur devanture, une société d'assurance, quelques vitres et un diplomate, sa mercedes. Des banques malencontreusement sur le parcours ont eu leur façade agrémentée de slogans. À la limite du périmètre de sécurité, certains délégués ont pris la parole et le cortège a laissé aux plus turbulents le temps de balancer quelques pierres et le contenu d'un container poubelle sur les pandores bloqués derrière les barrières de quelques centaines de mètres. Les casseurs, restés seuls face aux flics, se sont dispersés au bout d'une petite heure. Le soir la fête a continué en musique devant la gare de Comavin et la fin de la manif a été annoncée à 22 h 30 sans que l'émeute attendue ait lieu.

La casse programmée

Les quatre jours suivants, l'A.M.P. a poursuivi ses actions sporadiques (fête de rue, barrage de vélos sur le pont du Mont Blanc, enterrement du Contrat social de Rousseau...) sans rencontrer l'hostilité de la population. Difficile

dans ces conditions d'impliquer l'A.M.P. dans les débordements qui se sont renouvelés deux ou trois nuits de suite, même s'il est évident que les casseurs ont profité du prétexte de la manif.

Le schéma devient classique: dans un premier temps, les casseurs ont agi avec une relative modération, protégés par la foule; beaucoup plus tard dans la soirée, ils se sont déchaînés par petits groupes très mobiles, se perdant parmi les badauds et les manifestants attardés. Dès lundi, la Tribune titrait sur quatre colonnes «Folle nuit d'émeute» comme s'il s'agissait d'une surprise. C'est oublier que le mercredi 13 mai, cette même Tribune annonçait carrément la révolution en rendant compte des deux conférences de presse, celle de l'A.M.P. dévoilant ses projets et celle de Ramseyer, ministre de la police et de la justice, qui s'est fait une triste notoriété voici deux ans en réprimant durement une manif antimilitariste et plus récemment en s'attaquant aux squatters, à tel point que le Grand Conseil l'a privé de ses jouets, entre autres l'usage de gaz lacrymogènes mélangés à l'eau. Bref, Ramseyer, ses sbires et ses copains vivent un cruel dilemme, tiraillés entre leur

goût immodéré de l'ordre et l'obligation de tolérer la liberté d'expression inscrite dans la Constitution suisse. Il est clair que la casse a été prévue et que les autorités ont laissé faire, pas par négligence mais par calcul. Dans un premier temps, la police a élaboré une tactique en deux volets:

- on a tenté de remonter l'opinion publique par des propos alarmistes, un quasi état de siège avec hélicoptères vrombissant et frontières fermées;

- on a plus que toléré les casseurs campant sur la plaine de Plainpalais. Le samedi à 14 heures, ils étaient pratiquement seuls, tout au plus une soixantaine, facilement repérables à leur accoutrement, treillis et gacoules, préparant au vu et au su de tout le monde leur matériel, peinture, bambou... Alors qu'on bloquait d'autres manifestants aux frontières ou à leur descente de train, ceux-ci, on les a laissés bien tranquilles.

En conclusion bis (et fin), comme l'écrivent d'autres journaux, «les dégâts matériels à Genève sont dérisoires comparés aux désastres engendrés par la politique néo-libérale».

D.M.

HOMMAGE

Federico Garcia Lorca, du soleil et de l'ombre...

Lorca du côté du soleil...

Le 5 juin prochain, un peu partout en Espagne, on fêtera le centenaire de la naissance de Federico Garcia Lorca. En France, le silence est de règle. Ici ou là, quelques voix s'élèvent pour parler de ce poète ; si peu... Les libertaires le connaissent-ils mieux ? On n'appréhende pas cet artiste aux multiples facettes si facilement, cet andalou ancré dans sa terre grenadine, tout à la fois pianiste, peintre, poète, ami de Bunuel et de Dali, auteur de pièces de théâtre révolutionnaires et avant-gardistes mais également de petites farces populaires et de poèmes empreints de mysticisme. Il fit d'importantes recherches sur le cante Jondo, chant profond du flamenco, laissa aussi des poèmes surréalistes, dont les titres mêmes résonnent étrangement : « Paysage de la foule qui urine », « Coucher de chanson » ; ou encore cette « Vieille fille à la messe » qui s'achève par ces mots : « Dans ta toilette de soie sombre, ne bouge point, Virginie, offre les noirs melons de tes seins à la rumeur de l'office »...

Oscillant sans cesse entre tradition et modernité, ce sont surtout ses pièces « classiques » qui le rendirent célèbres de son vivant (les autres, telles que « Sans titre », préfigurant un « théâtre sous le sable » – un théâtre qui détruit le théâtre –, ne sortiront que bien après sa mort). Il dénonçait vigoureusement l'oppression dont sont victimes les femmes espagnoles. Dans la « Maison de Bernarda Alba », il rend hommage à celles qui se rebellent, n'acceptent pas l'autorité ni le pouvoir, même lorsque celui-ci est exercé, à leur encontre, par une autre femme (en l'occurrence la Mère) ; métaphore à peine voilée de l'enfermement de tout un pays englué dans un catholicisme écrasant. Cette pièce fut achevée en juin 1936... Quelques jours plus tard éclatait la révolution espagnole et libertaire.

Mais Lorca n'avait pas attendu ce moment pour faire « bouger le monde ». C'est en effet en 1932 qu'il crée la troupe de théâtre « La Barraca » (La baraque). Un théâtre du peuple, itinérant, gratuit, qui ira de village en village présenter non pas les œuvres du poète, mais les grands classiques du répertoire espagnol. La troupe est composée d'une trentaine de personnes, principalement des étudiants. Tout le monde est bénévole. (Le gouvernement leur allouera une subvention, avant de la leur supprimer quelque temps plus tard...). Lorca troque ses costumes de jeune bourgeois contre le bleu de chauffe, comme tous ceux et celles qui font partie de la troupe. Il y sacrifie beaucoup de son temps, de son énergie. Mais partout où elle passe, « la Barraca » remporte un triomphe. Dans le même temps, de lourdes menaces pèsent sur l'Europe. En mai 1933, Lorca est le premier signataire d'un Manifeste contre le nazisme, «...Protestant contre la barbarie fasciste qui emprisonne les écrivains allemands ». En 1934, lorsque qu'éclate le conflit des

CONGRESO NACIONAL DE LA SOLIDARIDAD



Asturies et que le général Franco fait tuer plusieurs milliers d'ouvriers, le poète décide de suspendre toutes les représentations de « La Barraca » en signe de protestation. En 1935, il donne un énorme gala en soutien aux prisonniers politiques. La même année, lors d'une conférence pour des ouvriers catalans, il déclare : « Une œuvre d'art n'est rien d'autre qu'un reflet de la vie humaine. Et c'est pourquoi aucun artiste, quand bien même il voudrait être exagérément abstrait, ne peut rester insensible à la monstrueuse douleur du temps où nous vivons... ». Début 1936, Lorca est appelé à comparaître devant un tribunal de Tarragone. Une plainte a été déposée contre lui pour sa « Romance de la garde civile espagnole » (poème qui raconte le pillage d'une ville par des gardes civils, et la chasse aux gitans), écrit quelques dix ans plus tôt. « La ville multipliait ses portes, libre de crainte. Quarante gardes civils/pour la piller y pénétrèrent. Une volée de longs cris/jaillit dans les girouettes. Les sabres fendent les brises/que les lourds sabots renversent. Par des chemins de pénombre/s'enfuient les vieilles gitanes. [...] »

Le 20 juillet 36, Grenade tombe aux mains des fascistes. Lorca prend peur. Quelques jours avant, il a précipitamment confié ses derniers manuscrits (« poète à New York » et « Le public ») à l'un de ses amis. On sait, aujourd'hui, que Lorca n'est pas mort parce qu'il était homo-

sexuel (thèse longtemps entretenue en Espagne), mais bien à cause de ses idées politiques et ses prises de positions révolutionnaires. Son assassinat sera commandité par le général fasciste Valdes, gouverneur civil de Grenade. Arrêté le 16 août 1936, Lorca sera exécuté le lendemain, à l'aube, pas très loin de Grenade, à Fuente Grande, surnommée par les Maures « la source aux larmes »...

Lorca du côté de l'ombre

Tous les témoignages s'accordaient à décrire Lorca comme un homme chaleureux, aimant le rire et la compagnie, musicien et poète charmeur et charmant. Derrière ce masque se cachait un autre homme, pétri par le doute, l'angoisse de la mort et l'amour blessé. La société de l'époque imposait son silence. Aujourd'hui encore, trop d'hommages à Lorca tentent de minimiser (voir de nier !) cette composante essentielle de l'homme.

Homosexuel dans un pays qui rejetait toute forme de sexualité différente, il a du, sa vie durant, dissimuler ses véritables désirs, ses véritables penchants. Son homosexualité est néanmoins une véritable clé pour comprendre nombre de ses poèmes et pièces de théâtre ultimes, particulièrement celles qu'on retrouvera après sa mort, comme « Le public » (dont il avait demandé la destruction « s'il m'arrive quelque chose »). En 1998,

à la petite semaine

La vie en comprimés

L'âge venant, mon front a commencé de se dégarnir. Cette inéluctable et imputoyable dégradation de mon look risquant d'entraîner une sévère baisse de régime dans le champ de mes conquêtes féminines, je suis allé voir un médecin. Par chance – l'information nous en a avisés –, les scientifiques venaient de lancer sur le marché une pilule miracle redonnant aux crânes chauves leur belle et fière crinière de naguère. Par malchance, une perte de la libido en constitue le principal effet secondaire.

Le cheveu conquérant mais le sexe déprimant, je suis allé voir un médecin. Par chance – les médias nous l'ont claironné –, les Américains venaient de lancer la pastille Viagra, redonnant tonus aux membres défaillants. Par malchance, oreillettes et ventricules pourraient souffrir de mes séances de...

En proie à une sublime érection mais avec d'inquiétantes palpitations, je suis allé voir un médecin. Par chance – les journalistes s'en sont réjouis –, la chirurgie cardiaque française venait d'accomplir de nouveaux progrès. Par malchance, il me faudrait désormais ingurgiter régulièrement quantité de médicaments.

Rester jeune homme grâce aux hormones. Performances sur ordonnance. Je rends grâce à la médecine, mille mercis à la pharmacie, qui font de moi l'esthétique et thérapeutique étalon, en attendant la pilule qui rend moins bon.

Floréal

des membres de la famille du poète refusent toujours d'admettre qu'il y a eu un « pédé » chez eux... On peut imaginer que de nombreuses lettres et documents écrits par Lorca ont été détruits après sa mort à cause de cela, et que certains dorment encore dans des tiroirs... Il a fallu attendre quarante années après la mort du poète pour que la pièce « El publico » soit enfin publiée dans son intégralité ! Vu par Lorca, l'homosexualité portait en elle les germes d'une révolution. Dans cette pièce, un étudiant dit à un autre homme : « Et si je veux être amoureux de toi ? » L'autre lui répond « À ta guise, je te le permets et je te porte sur mes épaules au milieu des rochers... Et alors nous détruirons tout. Les toits et les familles [...] Et nous brûlerons le livre où les prêtres lisent la messe... »

Les premières éditions françaises de la poésie de Lorca sont amputées des très beaux « Sonnets de l'amour obscur », sonnets posthumes également, où se lit, en filigrane, l'amour du poète pour ses semblables, et le silence dans lequel il doit vivre. (Une partie de ses sonnets a malheureusement disparu. Lorca les avait confiés à son dernier amour, Rafael Rapun. Mais ce dernier, républicain engagé, trouvera la mort lors des combats de Santander, en 1937). « La loi qui fait frémir l'astre et la chair/transperce désormais mon

cœur meurtri/[...] Ils ont sauté dans nos jardins, les gens, à l'affût de ton corps et de mon agonie... »

L'amour qui n'a pas de nom, l'amour que « la bonne morale » condamne, hantera Lorca toute sa vie. C'est l'une des raisons pour lesquelles il quittera l'Espagne, en 1929, et se rendra aux États-Unis. Il y restera un an. Ce sera pour lui une véritable « bouffée d'air pur ».

Il reviendra dans la péninsule avec de nouvelles pièces de théâtre, et un recueil de poèmes « Poète à New York », (publié partiellement en 1940). Sa liberté d'aimer qui bon lui semble éclatait enfin dans ces vers (Ode à Walt Whitman) « C'est pourquoi je n'éleve pas la voix, vieux Walt Whitman, contre l'enfant qui écrit un nom de fillette sur son oreiller, ni contre le garçon qui met une robe de mariée dans l'obscurité de l'armoire [...] ni contre les hommes au regard vert qui aiment l'homme et brûlent leurs lèvres en silence [...] ».

Cathy Ytak

Sur la connaissance de Lorca, sur sa vie et les véritables raisons de sa mort, nous devons beaucoup aux inlassables recherches de Ian Gibson. Parmi les livres de cet auteur traduit en français, on peut citer « La mort de Garcia Lorca, enquête sur le crime », éd Ruedo Iberica (1974), et surtout « Federico Garcia Lorca », biographie sortie aux éditions Seghers (1990).

copinage

Notes en bulle, c'est chaque année une semaine de fête en chansons à Artigues (Ariège). Cette année, du 18 au 24 juillet, « Notes en bulle » présente Casse-pipe, Claude Semal, Kerval, Les petits assassins, Les belles lorettes, Hugues Orti, Miquel Pujado, Laporte-Charmel, Kalifa, Michel-Maire Perraudin, Bel-Hubert, Richard Deblauwe... des expos, des conférences, des ateliers... Il est prudent de se renseigner au 04 68 20 40 76.

La septième fête de « Mots et musiques » aura lieu le 15 juin à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel à Paris 19^e), au programme : Christine Authier, Jean-Michel Brac, Marcel Eglin, Chantal Grimm, Marc Robine, Marie-Josée Vilar, Bevinada, Louis Capart, Catherine Fontaine, Mariana Montalvo, Serge Utgé-Royo, Sabine Viret. Places : 100 F et 80 F. Rés. : 01 43 84 70 04.

Salut Léo, gala le 14 juillet 1998 organisé par « Thank you Ferré » au Trianon, 80, bd Rochechouart (Paris 18^e) avec de nombreux artistes dont Claude Pieplu, Pierre Barouh, Xavier Ribalta, Céline Caussimon, Nicolas Reggiani, Fabienne Thibaud, Sabien Viret, Hiroto Tomobe, Zaniboni... tél. : 01 53 36 76 15.

Lesbian and gay pride 98

Mouvement homosexuel et raison d'État

En juin vont avoir lieu, dans les grandes villes de France et dans plusieurs pays, les marches de fierté homosexuelle. Elles commémorent, bientôt trente ans après, les émeutes de Stonewall où, lassés des répressions policières, les homosexuels ont investi l'espace public revendiquant leur droit d'exister.

Fin des années 60, les valeurs traditionnelles sont bousculées : l'individu réclame le droit à disposer de lui en dehors des demandes des classes dirigeantes. On manifeste contre la guerre au Viet-nam. On veut vivre en dehors du « boulot-méto-dodo », les femmes veulent sortir de leur condition de mère au foyer ; la sexualité réclame sa place hors du champ de re-production.

C'est dans ce cadre que se sont développées les luttes homosexuelles. Ces manifestations d'émancipation continueront pendant une décennie.

En France, les années 80 voient l'avènement du socialisme ainsi qu'un renforcement du libéralisme. Le capital n'a pas de frontières ni de limites, il rentabilise vite les prétentions de liberté qui se sont exprimées une dizaine d'années

auparavant. Les demandes de libération sont récupérées par la société marchande. Les homosexuels se voient attribuer des espaces commerciaux avec l'ouverture de nombreux bars mais la place qui leur est laissée les mets toujours en marge. Cantonnés dans le domaine de la nuit, de l'irréel, ils participent à la société marchande sans remettre en question les valeurs constitutives de l'État.

l'ordre moral : « Travail, famille, patrie ».

L'homosexualité masculine comme féminine est, a été et restera une attaque directe à toute notion d'État. Condamné par les religions au service du capitalisme privé (péché, débauche, œuvre du diable...) ; elle l'a aussi été par les doctrines au service du capitalisme d'État (vice de la bourgeoisie, attitude contre-révolutionnaire).

La demande actuelle de visibilité des homosexuels pose problème aux détenteurs du pouvoir. Leur pseudo reconnaissance trouve ses limites dans une société où le retour à l'ordre moral, au sécuritaire est proposé comme seule alternative est proposé comme unique politique garantissant l'avenir des classes dirigeantes. Dans ce contexte, la peste brune gagne du terrain.

À Lyon, après l'association Millon-F.N., les fascistes continuent leur œuvre d'intimidation et de terrorisme. Après l'attentat contre le Planning familial, des affiches signées « Jeune Nation » sont apparues sur les murs de la ville : « Non à la Gay pride ; pas de défilé pour les enfants ; non aux pédés, la famille c'est sacré ; il faut détruire Sodome ». La lesbian and gay pride aura lieu le 6 juin et l'Union locale de Lyon de la Fédération anarchiste sera présente affirmant le droit de disposer de son être et luttant pour l'avènement d'une société qui réponde aux besoins de l'individu et non au profit de quelques uns.

Alain
groupe Kronstadt (Lyon)

LYON

Grévistes de la faim : une issue incertaine

A PRES 49 JOURS SANS S'ALIMENTER, les dix grévistes étaient encore déterminés à poursuivre leur action jusqu'à l'obtention de la régularisation collective par l'obtention d'une carte de résident (cf ML n° 1124). Refusant les recommandations pressantes du médecin de prendre du sucre, ils ont par contre accepté les vitamines dans le but de tenir plus longtemps. À ce stade de la grève, des lésions peuvent survenir à tout moment et pour toujours. Pourtant, parce que leur vie, leur famille et leurs attaches, ils ne céderont pas. Ils ont même envisagé des actes auto-mutilatoires pour se faire enfin entendre des autorités. Face à la gravité de leur situation, le collectif de soutien a organisé le 25 mai une opération de parrainage avec des personnalités locales et nationales. Ce même jour, une manifestation a rassemblé plus de 500 personnes. Hormis le collectif de soutien, seules la L.C.R. et la Fédération anarchiste avaient un cortège, ce qui en dit assez sur les comportements de la gauche plurielle. La stratégie de lobbying du collectif de soutien a donné quelques fruits, dont une couverture nationale des médias, mais le ministre de l'intérieur met en avant le passé carcéral des grévistes pour adopter une position ferme, inacceptable pour eux : une vague promesse

d'assignation à résidence pour quatre grévistes. Le collectif de soutien souhaite sortir de cette grève, mais l'idée que les parrains pourraient prendre la relève ne semble pas en mesure de convaincre les grévistes d'arrêter.

La mobilisation sur le terrain, et le lien avec tous les sans-papiers, motive visiblement peu le collectif qui a préféré assurer une présence lors de l'arrivée de la marche contre la présence des enfants le 27 mai plutôt que de participer à l'action du collectif lyonnais anti-expulsions. En effet, ce même jour, 70 personnes ont occupé l'agence de la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée) pour dénoncer sa participation à l'expulsion de sans-papiers. Après une évacuation par les forces de l'ordre, c'est en cortège que le groupe s'est rendu au local des grévistes de la faim pour témoigner sa solidarité. Finalement, au 50^e jour, après que le gouvernement ait envoyé un médiateur, la grève de la fin s'est achevée le samedi 30 mai en fin d'après-midi. Les grévistes ont obtenu pour tous une assignation à résidence avec droit au travail pour une période de six mois. Néanmoins, cette mesure ne garanti aucune régularisation à terme et leur cas sera réétudié.

Martial. - groupe Kronstadt (Lyon)

Contre l'ordre moral : un combat d'actualité !

La sexualité qui se voulait libérée, expression du désir est cloisonnée dans le domaine de la production de valeurs marchandes. Le sexe est à nouveau rentabilisé.

Aujourd'hui, la demande de reconnaissance des couples homosexuels marque l'expression d'une demande d'accès à la citoyenneté permettant d'échapper au morcellement et à la ghettoïsation. Cette demande a permis aux socialistes de faire du racolage électoral. Maintenant qu'ils partagent le pouvoir, ils affichent bien les limites qu'ils veulent donner à une éventuelle union homosexuelle : seules les questions de fric ont droit d'y figurer, il ne peut être question d'y laisser apparaître une notion de valeur affective. Pour eux la famille reste la construction de base de la société. La pétition lancée par les maires U.D.F. contre le C.U.S. (P.L.C. ou autre) montre bien l'attachement de la classe politique dans son ensemble aux valeurs constitutives de

sans-papiers : La coupe est pleine

footballistique qui pèsera sur les luttes sociales. La mobilisation sera difficile et les collectifs ne peuvent guère compter que sur leurs propres forces et leurs soutiens les plus proches. Peut-être quelques « irresponsables » qui s'opposent aux expulsions parviendront-ils à détourner suffisamment les caméras des stades ? On ne peut que le souhaiter si l'on veut éviter que les avions qui amèneront les supporters ne repartent avec leur lot de sans-papiers menottés.

Peut-être y aura-t-il suffisamment de monde qui rêveront tout haut de fraternité, d'un monde sans frontière ni centre de rétention (4) ; où les gens seraient libres d'aller et venir, de s'installer, de fuir les dictatures ou la misère avant de mieux les combattre ? Peut-être y-aura-t-il quelques personnes qui préféreront accompagner ceux qui luttent pour leur vie plutôt que soutenir ceux qui jouent à la balle pour des millions de francs ? La Coordination nationale

suite de la première page

préparerait une nouvelle manifestation nationale à Paris pour le 20 ou 27 juin, en pleine Coupe du Monde.

Bertrand Dekoninck
gr. Humeurs noires (Lille)

(1) La situation des femmes immigrées et/ou sans papiers a rarement été évoquée et se trouve complètement ignorée dans la circulaire Chevènement ainsi que dans la loi qu'il a produite. Elle pose pourtant des problèmes spécifiques et celles-ci ne disposent pas des mêmes droits, en pratique, que les hommes. A noter : la naissance à Paris d'un « Réseau pour l'autonomie juridique des femmes immigrées et réfugiées » lancé par la FASTI qui regroupe d'ores et déjà, outre celle-ci, la Maison des Femmes, la Coordination nationale des sans-papiers, le collectif féministe Ruptures. On peut le contacter à la Maison des Femmes (fax : 01 43 43 42 13) ou à la F.A.S.T.I. (fax : 01 43 64 04 73).

(2) « BBR » : Bleu-Blanc-Rouge, initiales très prisées par le FN et par les employeurs soucieux de faire des offres d'emploi avec préférence nationale sans tomber sous le coup de la discrimination raciale

(3) Celle-ci est parue au *Journal officiel* et la première circulaire d'application est partie en direction des préfetures. Ses dispositions (en particulier le prolongement de la durée de la rétention à douze jours) vont donc commencer à entrer en vigueur.

(4) Le 8 mai à Vottem en Belgique, un groupe d'une vingtaine de « citoyens conscients et responsables » s'est barricadé à l'intérieur du futur « centre fermé pour illégaux » afin de protester contre les expulsions et la politique de l'immigration en Belgique. Ils en furent expulsés une douzaine d'heures plus tard par la police. Des procès sont à craindre. Tous les renseignements dans le n° de juin du mensuel belge *Alternatives libertaire*.

Comité anti-expulsions : répression contre la solidarité

Le 26 mai, Pierre et Christophe comparaissent devant la 24^e chambre correctionnelle de Paris pour rébellion avec violence contre des agents dans l'exercice de leur fonction suite à l'action du collectif anti-expulsion, le 15 avril dernier en gare de Lyon, afin d'empêcher l'expulsion de deux sans-papiers algériens par le train en partance pour Marseille. Lors de cette manifestation, les deux copains avaient été menottés et frappés – ce qui leur a valu une garde à vue puis une plainte de la part des autorités – par les forces de l'ordre suite à l'évacuation manu militari des voies bloquées par les manifestants. Lors des procès, l'avocat des flics réclamait 2 000 F de dommages et intérêts et 2 500 F d'amende, alors que le procureur ne requerrait qu'une peine de principe. Finalement le président tranchait pour une amende de 1000 F avec sursis pendant une période de cinq ans, 300 F de frais de procédure pénale, et un franc de dommages et intérêts. Le président, juge modéré, reste néanmoins le complice d'un gouvernement qui criminalise le mouvement social, qui expulse des individus attachés à notre territoire, et qui réprime ceux qui tentent de les soutenir. C'est à travers lui la liberté de chacun.

Pascal. - groupe Louise Michel (Paris)

AGENDA

vendredi 5 juin

● **PARIS** : Séance du video-club libertaire du groupe Louise Michel « La Lanterne Noire », au local La Rue 10 rue Robert-Planquette (18^e, M^o Blanche ou Abbesses) deux documentaires seront projetés : « Paris 1871 - La semaine sanglante » JP Galb (0 h 55) et « Contre Vents et Marées » (un autre futur 4) de Richard Prost 1997 (0 h 54).

samedi 6 juin

● **LYON** : Présence de l'Union locale à la **lesbian and gay pride** à 14 heures place Jutard (Fosse aux ours).

● **RENNES** : Le local anarchiste rennais présente l'exposition « **Présence anarchiste en Bretagne au XX^e siècle** ». A 15 heures aura lieu une **rencontre d'écrivains**, avec Didier et Marielle Giraud, auteurs du livre « Emile Masson professeur de liberté » ; à 19 heures pause apéro et repas accompagné du spectacle de Philippe Languille, qui dit destexte de Gaston Couté.

● **ROUEN** : Le groupe de la Fédération anarchiste organise un **Festival du film antimilitariste**. Au programme : à partir de 15 heures : expo, buvette, table de presse, coin vidéo enfants ; 15 h 30 : Docteur Folamour (Stanley Kubrick) ; 17 h : forum « actualité de l'antimilitarisme » ; 18 h : « La guerre totale » (documentaire) ; 19 h : Bruno Daraquy dit des poèmes de Gaston Couté ; apéro, repas ; 21 h : « Avoir 20 ans dans les Aurès » René Vautier. Salle des fêtes du Petit Quevilly, rue G. Leconte. Derrière parc des Chartreux. Entrée : 40 F (rédu. : 25 F).

● **SAINT-OUEN (93)** : Le groupe de la Henri Poulaille de la F.A. organise une rencontre consacrée à « **Prison et répression** ». Au programme : à 16 heures : « La prison et après ? » (documentaire) ; 17 h 30 : débat avec Jacques Lesage de la Haye, animateur de l'émission Ras-les-murs et écrivain ; 18 h 30 : « Laurence » (documentaire de JM Carré). 19 h 30 : buvette et restauration ; 20 h 30 : « Visiblement je vous aime (JM Carré) ; 22 heures : dernières discussions autour d'un verre.

mercredi 10 juin

● **NANTES** : Les lecteurs de la brochure « **Ras la coupe** » pourront rencontrer les membres du groupe F.A. de Nantes et discuter de son contenu à la librairie Vent d'Ouest (place du Bon Pasteur) à partir de 17h30.